

No. 7302

**AFGHANISTAN, ARGENTINA, AUSTRALIA,
BOLIVIA, BULGARIA, etc.**

**Convention on the Continental Shelf. Done at Geneva, on
29 April 1958**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 10 June 1964.

**AFGHANISTAN, ARGENTINE, AUSTRALIE,
BOLIVIE, BULGARIE, etc.**

**Convention sur le plateau continental. Faite à Genève, le
29 avril 1958**

Textes officiels: anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistrée d'office le 10 juin 1964.

N° 7302. CONVENTION¹ SUR LE PLATEAU CONTINENTAL.
FAITE À GENÈVE, LE 29 AVRIL 1958

Les États parties à la présente Convention

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Aux fins des présents articles, l'expression « plateau continental » est utilisée pour désigner : a) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines adjacentes aux côtes, mais situées en dehors de la mer territoriale, jusqu'à une profondeur de 200 mètres ou, au-delà de cette limite, jusqu'au point où la profondeur des eaux surjacentes permet l'exploitation des ressources naturelles desdites régions; b) le lit de la mer et le sous-sol des régions sous-marines analogues qui sont adjacentes aux côtes des îles.

Article 2

1. L'État riverain exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

2. Les droits visés au paragraphe 1 du présent article sont exclusifs en ce sens que, si l'État riverain n'explore pas le plateau continental ou n'exploite pas ses ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités ni revendiquer de droits sur le plateau continental sans le consentement exprès de l'État riverain.

¹ Conformément au paragraphe 1 de l'article 11, la Convention est entrée en vigueur le 10 juin 1964, trente jours après la date du dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion. Les États suivants ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion (a) aux dates indiquées ci-dessous :

Afrique du Sud	9 avril	1963 (a)	République socialiste		
Australie	14 mai	1963	soviétique		
Bulgarie	31 août	1962 (a)	d'Ukraine	12 janvier	1961
Cambodge	18 mars	1960 (a)	Roumanie	12 décembre	1961 (a)
Colombie	8 janvier	1962	Royaume-Uni de		
Danemark	12 juin	1963	Grande-Bretagne et		
États-Unis d'Améri-			d'Irlande du Nord	11 mai	1964
que	12 avril	1961	Sénégal	25 avril	1961 (a)
Guatemala	27 novembre	1961	Tchécoslovaquie . .	31 août	1961
Haïti	29 mars	1960	Union des Républi-		
Israël	6 septembre	1961	ques socialistes so-		
Madagascar	31 juillet	1962 (a)	viétiques	22 novembre	1960
Malaisie	21 décembre	1960 (a)	Venezuela (avec ré-		
Pologne	29 juin	1962	serve expresse en		
Portugal	8 janvier	1963	ce qui concerne		
République socialiste			l'article 6 de la		
soviétique de Bié-			Convention)	15 août	1961
lorussie	27 février	1961			

3. Les droits de l'État riverain sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive aussi bien que de toute proclamation expresse.

4. Les ressources naturelles visées dans les présents articles comprennent les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le lit de la mer ou au-dessous de ce lit, soit incapables de se déplacer si ce n'est en restant constamment en contact physique avec le lit de la mer ou le sous-sol.

Article 3

Les droits de l'État riverain sur le plateau continental ne portent pas atteinte au régime des eaux surjacentes en tant que haute mer, ni à celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

Article 4

L'État riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipelines sous-marins sur le plateau continental, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

Article 5

1. L'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles ne doivent pas avoir pour effet de gêner d'une manière injustifiable la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer, ni de gêner les recherches océanographiques fondamentales ou les autres recherches scientifiques effectuées avec l'intention d'en publier les résultats.

2. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 6 du présent article, l'État riverain a le droit de construire et d'entretenir ou de faire fonctionner sur le plateau continental les installations et autres dispositifs nécessaires pour l'exploration de celui-ci et l'exploitation de ses ressources naturelles, et d'établir des zones de sécurité autour de ces installations ou dispositifs et de prendre dans ces zones les mesures nécessaires à leur protection.

3. Les zones de sécurité visées au paragraphe 2 du présent article peuvent s'étendre à une distance de 500 mètres autour des installations ou autres dispositifs qui ont été aménagés, mesurée à partir de chaque point de leur bord extérieur. Les navires de toutes nationalités sont tenus de respecter ces zones de sécurité.

4. Ces installations ou dispositifs, tout en étant soumis à la juridiction de l'État riverain, n'ont pas le statut d'îles. Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre, et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale de l'État riverain.

5. Avis doit être dûment donné de la construction de ces installations, et l'entretien des moyens permanents de signalisation nécessaires doit être assuré. Toutes les installations abandonnées ou ne servant plus doivent être complètement enlevées.

6. Ni les installations ou dispositifs, ni les zones de sécurité établies autour de ceux-ci ne doivent être situés dans des parages où ils peuvent gêner l'utilisation des routes maritimes régulières indispensables à la navigation internationale.

7. L'État riverain est tenu de prendre dans les zones de sécurité toutes les mesures propres à protéger les ressources biologiques de la mer contre les agents nuisibles.

8. Le consentement de l'État riverain doit être obtenu pour toutes recherches touchant le plateau continental entreprises sur place. Toutefois, l'État riverain ne refusera normalement pas son consentement lorsque la demande sera présentée par une institution qualifiée, en vue de recherches de nature purement scientifique concernant les caractéristiques physiques ou biologiques du plateau continental, à condition que l'État riverain puisse, s'il le souhaite, participer à ces recherches ou s'y faire représenter, et qu'en tout cas les résultats en soient publiés.

Article 6

1. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux ou plusieurs États dont les côtes se font face, la délimitation du plateau continental entre ces États est déterminée par accord entre ces États. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci est constituée par la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces États.

2. Dans le cas où un même plateau continental est adjacent aux territoires de deux États limitrophes, la délimitation du plateau continental est déterminée par accord entre ces États. A défaut d'accord, et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation, celle-ci s'opère par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces États.

3. Lors de la délimitation du plateau continental, toute ligne de démarcation établie conformément aux principes mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article devrait être définie par référence aux cartes et aux caractéristiques géographiques existant à une date donnée, et il devrait être fait mention de points de repère fixes et permanents à terre.

Article 7

Les dispositions des présents articles n'affectent en rien le droit de l'État riverain d'exploiter le sous-sol en recourant au percement de tunnels, quelle que soit la hauteur des eaux au-dessus du sous-sol.

Article 8

La présente Convention sera, jusqu'au 31 octobre 1958, ouverte à la signature de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout autre État invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la Convention.

Article 9

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout État appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 8. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 12

1. Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout État pourra formuler des réserves aux articles de la Convention autres que les articles 1 à 3 inclus.

2. Tout État contractant ayant formulé des réserves conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment les retirer par une communication à cet effet adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 13

1. Après expiration d'une période de cinq ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de révision de la présente

Convention peut être formulée en tout temps, par toute partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies statue sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 14

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres États visés à l'article 8 :

- a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 8, 9 et 10;
- b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 11;
- c) Les demandes de révision présentées conformément à l'article 13;
- d) Les réserves à cette Convention présentées conformément à l'article 12.

Article 15

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États visés à l'article 8.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-huit.

FOR AFGHANISTAN:
POUR L'AFGHANISTAN:
阿富汗
За Афганистан
POR EL AFGANISTÁN:

A. R. PAZHWAQ
Oct. 30, 1958

FOR ALBANIA:
POUR L'ALBANIE:
阿爾巴尼亞
За Албанию
POR ALBANIA:

FOR ARGENTINA:
POUR L'ARGENTINE:
阿根廷
За Аргентину
POR LA ARGENTINA:

A. LESCURE

FOR AUSTRALIA:
POUR L'AUSTRALIE:
澳大利亞
За Австралию
POR AUSTRALIA:

E. Ronald WALKER
30th October 1958

FOR AUSTRIA:

POUR L'AUTRICHE:

奧地利

За Австрию

FOR AUSTRIA:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

比利時王國

За Королевство Бельгии

FOR EL REINO DE BÉLGICA:

FOR BOLIVIA:

POUR LA BOLIVIE:

玻利維亞

За Боливию

FOR BOLIVIA:

M. TAMAYO

17th October, 1958

FOR BRAZIL:

POUR LE BRÉSIL:

巴西

За Бразилию

FOR EL BRASIL:

FOR BULGARIA:
POUR LA BULGARIE:
保加利亞
За България
POR BULGARIA:

FOR THE UNION OF BURMA:
POUR L'UNION BURMANE:
緬甸聯邦
За Бирманский Союз
POR LA UNIÓN BIRMANA:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику
POR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

K. KISELEV
31.X.1958

FOR CAMBODIA:
POUR LE CAMBODGE:
高棉
За Камбоджу
POR CAMBOJA:

FOR CANADA:
POUR LE CANADA:
加拿大
За Канаду
POR EL CANADÁ:

George A. DREW

FOR CEYLON:

POUR CEYLAN:

錫蘭

За Цейлон

FOR CEILÁN:

C. COREA

30/X/58

FOR CHILE:

POUR LE CHILI:

智利

За Чили

FOR CHILE:

José SERRANO

October 31st. 1958

FOR CHINA:

POUR LA CHINE:

中國

За Китай

FOR LA CHINA:

LIU Chieh

Yu-chi HSUEH

FOR COLOMBIA:

POUR LA COLOMBIE:

哥倫比亞

За Колумбию

FOR COLOMBIA:

Juan URIBE HOLGUÍN

José Joaquín CAICEDO CASTILLA

FOR COSTA RICA:
POUR LE COSTA-RICA:
哥斯大黎加
За Коста-Рику
FOR COSTA RICA:

Raúl TREJOS FLORES

FOR CUBA:
POUR CUBA:
古巴
За Кубу
FOR CUBA:

F. V. GARCÍA AMADOR

FOR CZECHOSLOVAKIA:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
捷克斯拉夫
За Чехословакию
FOR CHECOESLOVAQUIA:

Karel KURKA
31 October 1958

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麥
За Данию
FOR DINAMARCA:

Max SORENSEN
T. OLDENBURG

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
多明尼加共和國
За Доминиканскую Республику
FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

A. ALVAREZ AYBAR

FOR ECUADOR:
POUR L'EQUATEUR:
厄瓜多
За Эквадор
POR EL ECUADOR:

José A. CORREA
Oct. 31/1958

FOR EL SALVADOR:
POUR LE SALVADOR:
薩爾瓦多
За Сальвадор
POR EL SALVADOR:

FOR ETHIOPIA:
POUR L'ETHIOPIE:
阿比西尼亞
За Эфиопию
POR ETIOPÍA:

FOR THE FEDERATION OF MALAYA:
POUR LA FÉDÉRATION DE MALAISIE:
馬來亞聯邦
За Малайскую Федерацию
POR LA FEDERACIÓN MALAYA:

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬蘭
За Финляндию
POR FINLANDIA:

G. A. GRIPENBERG
27 octobre 1958

FOR FRANCE:

POUR LA FRANCE:

法蘭西

За Францию

FOR FRANCIA:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

德意志聯邦共和國

За Федеративную Республику Германии

FOR LA REPÚBLICA FEDERAL ALEMANA:

Werner DANKWORT¹

30 October 1958

FOR GHANA:

POUR LE GHANA.

迦納

За Гану

FOR GHANA:

Richard QUARSHIE

K. B. ASANTE

¹ With the following statement:

"In signing the Convention on the Continental Shelf of 29 April 1958, the Federal Republic of Germany declares with reference to article 5, paragraph 1 of the Convention on the Continental Shelf that in the opinion of the Federal Government article 5, paragraph 1 guarantees the exercise of fishing rights (*Fischerei*) in the waters above the continental shelf in the manner hitherto generally in practice."*

* By a communication dated 19 September 1962, the Government of the United States of America informed the Secretary-General that the United States does not find this reservation acceptable.

¹ Avec la déclaration suivante:

[*Traduction — Translation*] En signant la Convention du 29 avril 1958 sur le plateau continental, la République fédérale d'Allemagne tient à préciser qu'à son avis, le paragraphe 1 de l'article 5 de ladite Convention garantit l'exercice des droits de pêche (*Fischerei*) dans les eaux surjacentes au plateau continental, dans les conditions où ces droits ont été généralement exercés jusqu'à présent*.

* Par une communication en date du 19 septembre 1962, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait savoir au Secrétaire général que les États-Unis ne jugent pas cette réserve acceptable.

FOR GREECE:

POUR LA GRÈCE:

希臘

За Грецию

FOR GRECIA:

FOR GUATEMALA:

POUR LE GUATEMALA:

瓜地馬拉

За Гватемалу

FOR GUATEMALA:

L. AYCINENA SALAZAR

FOR HAÏTI:

POUR HAÏTI:

海地

За Гаити

FOR HAÏTÍ:

RIGAL

FOR THE HOLY SEE:

POUR LE SAINT-SIÈGE:

教廷

За Святейший Престол

FOR LA SANTA SEDE:

FOR HONDURAS:

POUR LE HONDURAS:

洪都拉斯

За Гондурас

FOR HONDURAS:

FOR HUNGARY:
POUR LA HONGRIE:
匈牙利
За Венгрию
POR HUNGRIA:

FOR ICELAND:
POUR L'ISLANDE:
冰島
За Исландию
POR ISLANDIA:

H. G. ANDERSEN

FOR INDIA:
POUR L'INDE:
印度
За Индию
POR LA INDIA:

FOR INDONESIA:
POUR L'INDONÉSIE:
印度尼西亞
За Индонезию
POR INDONESIA:

Ahmad SOEBARDJO
8th May 1958

FOR IRAN:

POUR L'IRAN:

伊朗

За Иран

FOR IRÁN:

Subject to reservations¹

Dr. A. MATINE-DAFTARY

May 28, 1958

FOR IRAQ:

POUR L'IRAQ:

伊拉克

За Ирак

FOR IRAK:

¹ "In signing this Convention on the Continental Shelf, I am instructed by the Iranian Government to make the following reservations:

"(a) *Article 4*: with respect to the phrase 'the coastal State may not impede the laying or maintenance of submarine cables or pipe-lines on the continental shelf', the Iranian Government reserves its right to allow or not to allow the laying or maintenance of submarine cables or pipe-lines on its continental shelf.*

"(b) *Article 6*: with respect to the phrase 'and unless another boundary line is justified by special circumstances' included in paragraphs 1 and 2 of this article, the Iranian Government accepts this phrase on the understanding that one method of determining the boundary line in special circumstances would be that of measurement from the high water mark."

* By a communication dated 19 September 1962, the Government of the United States of America informed the Secretary-General that the United States does not find this reservation acceptable.

² [*Traduction — Translation*] En signant la présente Convention sur le plateau continental, je fais, d'ordre du Gouvernement iranien, les réserves suivantes:

a) *Article 4*: En ce qui concerne le membre de phrase « L'État riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur le plateau continental », le Gouvernement iranien se réserve le droit d'autoriser ou de ne pas autoriser la pose ou l'entretien de câbles ou de pipe-lines sous-marins sur son plateau continental*.

b) *Article 6*: En ce qui concerne le membre de phrase « et à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre délimitation », qui figure aux paragraphes 1 et 2 de cet article, le Gouvernement iranien accepte cette disposition étant entendu que l'un des moyens de fixer la ligne de démarcation dans des circonstances spéciales pourrait consister à mesurer à partir de la laisse de haute mer.

* Par une communication en date du 19 septembre 1962, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait savoir au Secrétaire général que les États-Unis ne jugent pas cette réserve acceptable.

FOR IRELAND:
POUR L'IRLANDE:
愛爾蘭
За Ирландию
POR IRLANDA:

Frank AIKEN
2-10-1958

FOR ISRAEL:
POUR ISRAËL:
以色列
За Израиль
POR ISRAEL:

Shabtai ROSENNE

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
義大利
За Италию
POR ITALIA:

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本
За Японию
POR EL JAPÓN:

FOR THE HASHEMITE KINGDOM OF JORDAN:
POUR LE ROYAUME HASHÉMITE DE JORDANIE:
約但哈希米德王國
За Хашемитское Королевство Иордании
POR EL REINO HASHEMITA DE JORDANIA:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韓民國:
За Корейскую Республику
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR LAOS:
POUR LE LAOS:
寮國
За Лаос
POR LAOS:

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩
За Ливан
POR EL LÍBANO:

N. SADAKA
29 mai 1958

FOR LIBERIA:
POUR LE LIBÉRIA:
賴比瑞亞
За Либерию
POR LIBERIA:

Rocheforte L. WEEKS
27/5/58

FOR LIBYA:
POUR LA LIBYE:
利比亞
За Ливию
POR LIBIA:

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

POUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG:

盧森堡大公國

За Великое Герцогство Люксембург

FOR EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO:

FOR MEXICO:

POUR LE MEXIQUE:

墨西哥

За Мексику

FOR MÉXICO:

FOR MONACO:

POUR MONACO:

摩納哥

За Монако

FOR MÓNACO:

FOR MOROCCO:

POUR LE MAROC:

摩洛哥

За Марокко

FOR MARRUECOS:

FOR NEPAL:

POUR LE NÉPAL:

尼泊爾

За Непал

FOR NEPAL:

Rishikesh SHAHA

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

荷蘭王國

За Королевство Нидерландов

FOR EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS:

C. SCHURMANN

31 October 1958

FOR NEW ZEALAND:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

紐西蘭

За Новую Зеландию

FOR NUEVA ZELANDIA:

Foss SHANAHAN

29 October 1958

FOR NICARAGUA:

POUR LE NICARAGUA:

尼加拉瓜

За Никарагуа

FOR NICARAGUA:

FOR THE KINGDOM OF NORWAY:

POUR LE ROYAUME DE NORVÈGE:

挪威王國

За Королевство Норвегии

FOR EL REINO DE NORUEGA:

FOR PAKISTAN:

POUR LE PAKISTAN:

巴基斯坦

За Пакистан

FOR EL PAKISTÁN:

Aly KHAN

31st October 1958

FOR PANAMA:

POUR LE PANAMA:

巴拿馬

За Панаму

FOR PANAMÁ:

Carlos SUCRE C.

2.5.1958

FOR PARAGUAY:

POUR LE PARAGUAY:

巴拉圭

За Парагвай

FOR EL PARAGUAY:

FOR PERU:

POUR LE PÉROU:

秘魯

За Перу

FOR EL PERÚ:

Alberto ULLOA

October 31, 1958

FOR THE PHILIPPINE REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

菲律賓共和國

За Филиппинскую Республику

FOR LA REPÚBLICA DE FILIPINAS:

FOR POLAND:

POUR LA POLOGNE:

波蘭

За Польшу

FOR POLONIA:

J. WINIEWICZ

Oct. 31, 58

FOR PORTUGAL:

POUR LE PORTUGAL:

葡萄牙

За Португалию

FOR PORTUGAL:

Sous réserve de ratification

Vasco Vieira GARIN

28 octobre 1958

FOR ROMANIA:

POUR LA ROUMANIE:

羅馬尼亞

За Румынию

FOR RUMANIA:

FOR SAN MARINO:

POUR SAINT-MARIN:

聖馬利諾

За Сан-Марино

FOR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:

POUR L'ARABIE SAOUDITE:

沙烏地阿拉伯

За Саудовскую Аравию

FOR ARABIA SAUDITA:

FOR SPAIN:
POUR L'ESPAGNE:
西班牙
За Испанию
POR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:
POUR LE SOUDAN:
蘇丹
За Судан
POR EL SUDÁN:

FOR SWEDEN:
POUR LA SUÈDE:
瑞典
За Швецию
POR SUECIA:

FOR SWITZERLAND:
POUR LA SUISSE:
瑞士
За Швейцарию
POR SUIZA:

F. SCHNYDER
22 octobre 1958

FOR THAILAND:
POUR LA THAÏLANDE:
泰國
За Таиланд
POR TAILANDIA:

LUANG CHAKRAPANI SRISILVISUDDHI
Commodore Jit SANGKHADUL

FOR TUNISIA:

POUR LA TUNISIE:

突尼西亞

За Тунис

FOR TÚNEZ:

Mongi SLIM

Le 30 octobre 1958

FOR TURKEY:

POUR LA TURQUIE:

土耳其

За Турцию

FOR TURQUÍA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

烏克蘭蘇維埃社會主義共和國

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику

FOR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRAINA:

L. PALAMARCHUK

31 October 1958

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE:

南非聯邦

За Южно-Африканский Союз

FOR LA UNIÓN SUDAFRICANA:

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
蘇維埃社會主義共和國聯邦
За Союз Советских Социалистических Республик
POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

V. ZORIN
31 October 1958

FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:
聯合阿拉伯共和國
За Объединенную Арабскую Республику
POR LA REPÚBLICA ARABE UNIDA:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
大不列顛及北愛爾蘭聯合王國
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии
POR EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

Pierson DIXON
9 Sept. 1958

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
美利堅合眾國
За Соединенные Штаты Америки
POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

Arthur H. DEAN
15 Sept. 1958

FOR URUGUAY:

POUR L'URUGUAY:

烏拉圭

За Уругвай

POR EL URUGUAY:

Carlos CARBAJAL

FOR VENEZUELA:

POUR LE VENEZUELA:

委內瑞拉

За Венесуэлы

POR VENEZUELA:

La República de Venezuela al suscribir la presente convención declara, por lo que se refiere al Art. 6, que existen circunstancias especiales que deberán tenerse en cuenta en las siguientes áreas: Golfo de Paria, en lo no demarcado por acuerdos existentes, y en zonas adyacentes al mismo; área comprendida entre las costas de Venezuela y la isla de Aruba; y Golfo de Venezuela.¹

Ad referendum

Carlos SOSA RODRÍGUEZ

October 30, 1958

FOR VIET-NAM:

POUR LE VIETNAM:

越南

За Вьетнам

POR VIET-NAM:

¹ [Translation] In signing the present Convention, the Republic of Venezuela declares with reference to article 6 that there are special circumstances to be taken into consideration in the following areas: the Gulf of Paria, in so far as the boundary is not determined by existing agreements, and in zones adjacent thereto; the area between the coast of Venezuela and the island of Aruba; and the Gulf of Venezuela.

¹ [Traduction] La République du Venezuela déclare en signant la présente Convention qu'en ce qui concerne l'article 6 il existe des circonstances spéciales qui devront être prises en considération pour les régions suivantes: golfe de Paria — dans la partie qui n'est pas délimitée par les accords existants — et zones adjacentes; région comprise entre les côtes vénézuéliennes et l'île d'Aruba; golfe de Venezuela.

FOR YEMEN:

POUR LE YÉMEN:

葉門

За Йемен

FOR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:

POUR LA YOUGOSLAVIE:

南斯拉夫

За Югославию

FOR YUGOESLAVIA:

Avec la réserve de ratification¹

Milan BARTOS

V. POPOVIC

¹ With reservation as to ratification.